

ASS/GF/II/MG

2024-060

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 MAI 2024

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 22 mai 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit mai à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Sylvie DANRÉ, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN, Mme Sophie BIRKENNER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Gérard FORCADA, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie DANRÉ à M. Michel MASUYER, M. Jean-Paul PUJOL à Mme Valérie FERRET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Christine BÉNET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240528-2024-060-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/05/2024
Publication : 30/05/2024

Pour le Maire



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 11 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le onze avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LECEA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Freddy NOLOT à Mme Françoise BAROUSSE, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : M. Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. William COMBES

RAPPORTEUR : M. Gérard FORCADA

ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU 11 AVRIL 2024

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 mars 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

Gestion des services publics

3. Approbation du protocole d'accord transactionnel relatif à la fin de la gestion du camping par la SARL « La Pinède » – Annexe
4. Choix du mode de gestion du camping municipal – Annexe

Finances

5. État des indemnités des élus – Annexe
6. Budget principal et budgets annexes Eau potable et Assainissement 2024 et consolidation – Annexes
7. Taux d'imposition 2024 – Annexe
8. Fixation du taux de la surtaxe Eau potable pour l'exercice 2024
9. Fixation du taux de la surtaxe Assainissement pour l'exercice 2024
10. Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2024

Citoyenneté et population

11. Participation financière pour la délivrance d'un second livret de famille

Environnement et développement durable

12. Convention annuelle de service 2024 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre – Annexe

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESOBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 27 MARS 2024RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Dossier retiré de l'ordre du jour faute de temps suffisant pour la production du procès-verbal

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-15	05/03/2024	Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bien communal public à titre précaire entre la Commune et Mme Isabelle DURIS : maison individuelle située à Gaujac, sur la parcelle cadastrée sous le n° 217 de la section E, à titre précaire et gracieux ; du 9 mars au 9 avril 2024.
2024-16	01/01/2024	Convention de prestations de service pour la collecte de cartons les jours de marché entre la Commune de Lézignan-Corbières et l'Association MP2 Environnement pour l'année 2024, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, selon les coûts mensuels du service comme suit : - 74,61 € HT par heure et par équipage (équipage maximum de 3 personnes par camion) - Frais de déplacement facturés au réel des kilomètres effectués au tarif de 1,18 € / km (à titre indicatif, estimation d'environ 4km par collecte).

2024-17	01/01/2024	Contrat de vérification "silver" du système de protection foudre entre la Commune de Lézignan-Corbières et la Société BCM Foudre pour la vérification de l'installation de protection contre la foudre sur l'église Saint-Félix; à compter du 1er janvier 2024 et pour une durée d'un an, renouvelable pour la même durée sans pouvoir excéder 4 ans, sauf dénonciation par l'une des parties au-moins deux mois avant l'expiration de chaque période, moyennant un montant forfaitaire de 286,00 € HT.
2024-18	01/01/2024	Contrat avec l'Entreprise EURO SECURY PLUS pour la télésurveillance de plusieurs sites communaux (mairie, musée maison Gibert, aérodrome, restaurant scolaire, club house et sono du stade du moulin, palais des fêtes, salle Pelloutier, police municipale, clic, mission locale et écoles Marie Curie, Frédéric Mistral, Françoise Dolto et Alphonse Daudet) pour une durée de 6 mois, du 1er janvier au 30 juin 2024, moyennant un abonnement mensuel et par site de 34,62 € TTC, soit 415,44 € TTC par an et par site.
2024-19	12/01/2024	Contrat avec LA POSTE à compter du 1er décembre 2023 et pour une durée d'un an, pour la réalisation d'un audit et conseil et d'un plan d'adressage de la numérotation des voies de la commune, pour un montant de 38 055,26 € TTC.
2024-20	01/01/2024	Bail de location avec le Pôle Education Parentalité Scolarité Aude (PEPS Aude) de salles dans l'immeuble communal sis 8 avenue Georges Clemenceau, à compter du 1er janvier 2024 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer mensuel de 610,00 € TTC.
2024-21	12/03/2024	Convention de mise à disposition d'une benne de collecte des ordures ménagères sans chauffeur, de 14m ³ , du mardi matin au jeudi matin, entre la CCRLCM et la Commune de Lézignan-Corbières pour une durée de 11 mois renouvelable par tacite reconduction. Le coût de cette mise à disposition est fixé à 200 €, qui sera appelé mensuellement en cas d'utilisation du véhicule et en fonction du nombre de mise à disposition. Le tarif pourra être révisé annuellement et fera alors l'objet d'un avenant.

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL RELATIF À LA FIN DE LA GESTION DU CAMPING PAR LA SARL « LA PINÈDE » - ANNEXE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1, L. 1411-4, L. 1413-1 ;
Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1121-1 et L. 1121-3 ;
Vu les articles 2044 et suivants du Code civil ;
Vu la délibération n° 2024-005 du 23 janvier 2024 relative à la gestion du camping municipal ;

Depuis le 31 décembre 2009, aucun acte juridique formel n'a encadré la gestion déléguée du camping municipal « La Pinède » et depuis cette date, M. Julien PAILHIEZ et sa compagne ont exploité le service public du camping municipal de Lézignan-Corbières.

Considérant la nécessité d'encadrer juridiquement cette relation, Monsieur le Maire a demandé aux époux PAILHIEZ de collaborer afin de réaliser un inventaire des biens du camping au mois d'octobre 2023 avant de mettre un terme à la gestion du camping par la SARL « Camping La Pinède ».

Par la suite, la fermeture du camping à la fin de la saison 2023 a été entérinée par le Conseil municipal le 23 janvier 2024.

Il est néanmoins nécessaire de conclure avec M. et Mme PAILHIEZ un accord transactionnel pour tenir compte de leurs investissements et pour indemniser leurs pertes financières, professionnelles et matérielles accompagnant la fin de l'exploitation du camping. Cet accord a été établi par les parties et leurs avocats respectifs, après avoir tenu compte des évaluations réalisées par un cabinet d'experts indépendants.

Le projet d'accord annexé à la présente doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

1/ Approuver le projet de protocole transactionnel devant être conclu entre la commune d'une part et M. Julien PAILHIEZ et Mme Marlène PAILHIEZ d'autre part.

2/ Autoriser Monsieur le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CHOIX DU MODE DE GESTION DU CAMPING MUNICIPAL – ANNEXE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1, L. 1411-4, L. 1413-1 ;

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L1121-1 et L1121-3 ;

Vu la délibération n° 2024-005 du 23 janvier 2024 relative à la gestion du camping municipal ;

Vu la délibération n° 2024-024 du 20 février 2024 relative à la saisine de la commission consultative des services publics locaux ;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux en date du 27 mars 2024 au vu du Rapport de présentation du service public du camping municipal,

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 2 avril 2024 au vu du Rapport de présentation du service public du camping municipal,

La commune de Lézignan-Corbières a confié la gestion du service public de son camping municipal à M. Michel PAILHIEZ par le biais d'une convention de délégation de gestion en date du 11 mars 1996, pour une durée allant jusqu'au 28 février 2002.

Puis le Conseil municipal, par la délibération n°19 du 12 décembre 2001, a autorisé le lancement d'un appel à concurrence pour désigner un nouveau gestionnaire du service du camping municipal.

La commune a ensuite confié la gestion du service public de son camping municipal par une convention à M. Michel PAILHIEZ en date du 26 août 2002 pour une durée allant jusqu'au 28 février 2008.

La commune, par la délibération n° 2013 du 18 décembre 2007, a autorisé le lancement d'un appel à concurrence pour désigner un nouveau gestionnaire du service du camping municipal.

Par la délibération n° 43 du 8 juillet 2008, la précédente convention passée avec M. Michel PAILHIEZ a été prolongée d'une année, le temps que la procédure de délégation du service public aboutisse. Et par la délibération n° 142 du 17 décembre 2008, cette même convention a de nouveau été prolongée pour la même raison jusqu'au 31 décembre 2009.

Puis M. Julien PAILHIEZ a succédé à M. Michel PAILHIEZ en tant que gestionnaire du camping municipal, et a créé la SARL « Camping La Pinède » en février 2008.

Depuis le 31 décembre 2009, aucun acte juridique formel n'a encadré la gestion déléguée du camping municipal « La Pinède » et depuis cette date, M. Julien PAILHIEZ et sa compagnie ont assuré le fonctionnement du service public du camping municipal.

Après une évaluation globale de la situation relative aux conditions de la gestion du service public du camping débutée au cours de la saison 2022, et considérant la nécessité de respecter le cadre légal, Monsieur le maire a demandé aux époux PAILHIEZ de collaborer afin de réaliser un inventaire des biens du camping au mois d'octobre 2023 avant de mettre un terme à sa gestion par la SARL « Camping La Pinède ». Puis la fermeture du camping a été entérinée par le Conseil municipal le 23 janvier 2024.

L'article L. 1411-1 du CGCT relatif aux délégations de service public, indique que « les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques, par une convention de délégation de service public définie à l'article L. 1121-3 du code de la commande publique préparée, passée et exécutée conformément à la troisième partie de ce code.

Le rapport de présentation annexé à la présente expose les différentes hypothèses de gestion des installations municipales et détaille les arguments en faveur de la mise en œuvre du régime de la concession, et plus précisément de la délégation de service public. Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

1/ Approuver le principe de la délégation de service public du camping municipal pour une durée de 18 exercices.

2/ Autoriser le lancement de la procédure de mise en concurrence, conformément au Code de la commande publique.

3/ Autoriser Monsieur le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

POLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

OBJET : ETAT DES INDEMNITÉS DES ÉLUS – ANNEXE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, et notamment ses articles 92 et 93 imposant des obligations de transparence en matière d'indemnités perçues par les élus locaux ;
Vu l'article L. 2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il résulte des dispositions de la loi Engagement et Proximité que, chaque année, les communes, les départements, les régions et les EPCI à fiscalité propre doivent, par mesure de transparence, établir un état de l'ensemble des indemnités, libellées en euro, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de l'ensemble de leurs responsabilités, y compris au sein des sociétés locales ou syndicats au sens des livres VII et VIII.

Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de l'état annexé à la présente.

DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT 2024 ET CONSOLIDATION – ANNEXES

Vu les articles L. 2312-1 à L. 2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au vote du budget de la commune ;

Vu la délibération n° 2024-04 du Conseil municipal en date du 27 mars 2024 relative au débat d'orientations budgétaires et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et aux instructions budgétaires et comptables M57 et M49, le Conseil municipal doit adopter le budget principal et ses budgets annexes avant la date limite fixée par la réglementation. En conséquence, le Conseil doit se prononcer :

-Sur le Budget principal 2024 qui est proposé en équilibre en dépenses et recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL (en euros)	17 301 934,23	8 666 514,42	25 968 448,65

-Sur le Budget annexe 2024 EAU POTABLE qui est proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET EAU POTABLE (en euros)	709 863,22	897 275,33	1 607 138,55

-Sur le Budget annexe 2024 ASSAINISSEMENT qui est proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET ASSAINISSEMENT (en euros)	627 915,86	612 753,70	1 240 669,56

-Soit une consolidation comptable du budget principal et ses annexes à hauteur de :

CONSOLIDATION VOTE DES BUDGETS 2024
--

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL (en euros)	17 301 934,23	8 666 514,42	25 968 448,65
BUDGET EAU POTABLE (en euros)	709 863,22	897 275,33	1 607 138,55
BUDGET ASSAINISSEMENT (en euros)	627 915,86	612 753,70	1 240 669,56
TOTALISATION (en euros)	18 639 713,31	10 176 543,45	28 816 256,76

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le Budget principal 2024

2/ D'approuver le Budget annexe Eau Potable 2024

3/ D'approuver le Budget annexe Assainissement 2024

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : TAUX D'IMPOSITION 2024 – ANNEXE

Vu l'article 1609 nonies C du Code Générale des Impôts ;

Vu l'article 1636 B sexies du Code Générale des Impôts ;

Vu l'état 1259 COM transmis par la Direction Générale des Finances Publiques notifiant les bases fiscales prévisionnelles des taux d'imposition de 2024 concernant les taxes foncières communiquées ;

Selon le Code général des impôts, l'assemblée délibérante doit voter des taux de fiscalité lors de chaque exercice comptable.

La Direction Générale des Finances Publiques notifie les bases fiscales prévisionnelles (état fiscal 1259 COM).

Compte tenu de la réforme fiscale, art. 16 de la loi de finance 2020 (fusion des parts communale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte de la taxe d'habitation) ; du fait que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales arrive à son terme en 2023 ;

Compte tenu du fait qu'à la suite de l'achèvement de cette réforme et qu'à compter de l'exercice 2023, les collectivités sont tenues de voter à nouveau le taux de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires (THrs) ;

Il est proposé au Conseil municipal de ne pas augmenter les taux d'imposition applicables en 2024, d'intégrer le taux de THrs et de voter les taux d'imposition suivants pour 2024 :

TFB : 61,19 %

TFNB : 93,97 %

THrs : 13,89 %

Le produit prévisionnel attendu des impôts locaux serait de 7 213 825 € après application du coefficient correcteur, soit :

Base TFB: 8 170 700 €

Base TFNB: 194 894 €

Base THrs: 198 364 €

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver les taux d'imposition applicables en 2024 qui s'établissent à :

TFB : 61,19 %

TFNB : 93,97 %

THrs : 13,89 %

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : FIXATION DU TAUX DE LA SURTAXE EAU POTABLE POUR L'EXERCICE 2024

Vu l'article L.2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.2224-12-1 à L.2224-12-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-041 en date du 27 mars 2024 relatif au Débat d'Orientations Budgétaires 2024 et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Vu le contrat de délégation de service public de l'eau potable en cours, signé avec VEOLIA ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M 49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe « eau potable » applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public de l'Eau potable conclu avec la société VEOLIA EAU.

Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant les lourds investissements à financer pour la fin des travaux sur les conduites d'adduction liées à la construction du nouveau réservoir d'eau potable et les nouveaux travaux sur les réseaux existants.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De fixer le montant de la surtaxe « eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2024 au taux de 0,60 €/m³.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : FIXATION DU TAUX DE LA SURTAXE ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2024

Vu l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la compétence obligatoire de la commune en matière d'assainissement ;

Vu les articles R.2224-19 à R.2224-19-11 relatifs à la redevance en matière d'assainissement ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-041 en date du 27 mars 2024 relatif au Débat d'Orientations Budgétaires 2024 et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Vu le contrat de délégation de service public de l'eau potable en cours, signé avec la SAUR ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M 49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe Assainissement applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public d'assainissement conclu avec la société SAUR.

Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant les investissements à financer en vue de rénover le réseau assainissement et ainsi sécuriser l'approvisionnement des usagers du service public.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De fixer le montant de la surtaxe assainissement à compter du 1^{er} janvier 2024 au taux de 0,30€/m³.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORTEURE : SYLVIE DANRÉ

OBJET : FINANCEMENT DE PROJETS RETENUS DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS 2024

La réforme de la géographie prioritaire officialisée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine redéfinit les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique de sélection : le revenu des habitants. Le centre-ville de Lézignan-Corbières ayant intégré, fin 2014, les territoires-cibles de ce

nouveau dispositif, la commune bénéficie désormais de la politique de la ville pour la neuvième année consécutive.

Un contrat de ville a été rédigé et signé avec 18 partenaires, le 31 août 2015, dont l'Etat, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, le Conseil Départemental de l'Aude et la Région Occitanie. Il constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville recouvrant en effet à la fois les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique, tout en permettant de formaliser les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des habitants du quartier défavorisé. Le contrat de ville s'appuie également sur le projet de territoire élaboré début 2015 et tient compte des enjeux nationaux identifiés par l'État et déclinés localement.

Cet appel à projet est le dernier à être lancé dans le cadre du contrat de ville. En effet, le lundi 25 mars 2024 a été signé en mairie de Lézignan-Corbières le nouveau contrat de ville 2024-2030. Il a été approuvé par le conseil municipal du 27 mars 2024. Le prochain appel à projets de la politique de la ville pour 2025 déclinera les 5 enjeux transversaux et les 3 priorités restreintes qui figurent dans ce second contrat de ville

Pour être éligibles, les dossiers déposés au titre de l'appel à projets 2024 doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques définis dans le cadre du contrat de ville actuel.
- répondre aux objectifs définis dans le présent appel à projets pour être considérés comme prioritaires.
- concerner le quartier prioritaire du centre-ville et avoir un effet levier sur le droit commun, les actions proposées dans le cadre du contrat de ville ne pouvant se substituer aux dispositifs existants.
- identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra, les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus ainsi que le déroulement précis de l'action.
- démontrer la capacité du porteur de projet à réaliser son action dans les conditions fixées dans le dossier et à aboutir aux résultats attendus dans les délais (moyens mis en œuvre, compétence des intervenants, aptitude à mobiliser les publics ciblés, etc...).

Lors de sa réunion du 20 mars 2024, le comité de pilotage du contrat de ville de Lézignan-Corbières a décidé de retenir un certain nombre de projets qui répondaient aux conditions exposées ci-dessus, parmi lesquels la ville de Lézignan-Corbières a proposé d'allouer les aides financières suivantes :

- PEPS Aude, « La parentalité numérique : ateliers de sensibilisation », 1 500 €.
- PEPS Aude, « Les p'tits studieux », 4 500 €.
- FACE Aude, « Le PAQTE avec Lézignan », 1 000€.
- FACE Aude, « Défi technik », 1 000 €.
- Les Petits Débrouillards, « Développement d'une culture scientifique », 2 000 €.
- Les Petits Débrouillards, « Être humains vivre ensemble », 1 500 €.
- BGE, « Commerc'En Ville 2024 », 10 000 €.
- BGE, « Étude préalable à l'implantation d'une maison des métiers d'art en QPV », 2 720 €.
- GEEAude, « Jardins partagés. Animation et partage », 2 200 €.
- CIDFF, « Information sur les violences conjugales », 1 665 €.
- CIDFF, « Intervenante Sociale Police Gendarmerie », 3 495 €.
- Compagnons bâtisseurs d'Occitanie, « Chantier Auto Réhabilitation Accompagnée », 3 000 €.
- Compagnons bâtisseurs d'Occitanie, « Chantier solidaire jeunes. Apprendre en faisant », 2 000 €.

- AMI, « CLAS », 2 500 €.
- AMI, « Investissement des espaces publics », 800 €.
- AMI, « Lire et écrire pour améliorer le quotidien », 1 800 €.
- AMI, « Ateliers socio-linguistiques à destination des jeunes Lézignanais », 2 270 €.
- AMI, Réalisation d'une fresque collective à Escouto can plaou », 1 500 €.
- Conduite intérieure, « Théâtre La Source », 2 000 €.
- Ville de Lézignan-Corbières, « Parcours citoyen 2024 », 6 000 €.
- Ville de Lézignan-Corbières, « JO et culture. Le sport dans l'art à Lézignan-Corbières », 3 000 €.
- Ville de Lézignan-Corbières, « Médiévales 2024. Redécouvrir l'histoire de Lézignan », 17 500 €.
- Ville de Lézignan-Corbières, « Concert AMOPA », 8 000 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le versement des subventions exposées ci-dessus au titre de l'appel à projets de la politique de la ville pour 2024.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : CITOYENNETÉ ET POPULATION

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : PARTICIPATION FINANCIÈRE POUR LA DÉLIVRANCE D'UN SECOND LIVRET DE FAMILLE

Vu le décret n°74-449 du 15 mai 1974 relatif au livret de famille et à l'information des futurs époux sur le droit de la famille,

Vu le décret n°2002-1556 du 23 décembre 2002 portant application de l'article 22 de la loi n° 2001-1135 du 3 décembre 2001 relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral et modifiant le décret n° 74-449 du 15 mai 1974 relatif au livret de famille,

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 2006 fixant le modèle de livret de famille,

Vu la circulaire du 30 juin 2006 relative à la réforme de la filiation et au livret de famille,

Vu la circulaire du 23 juillet 2014 relative à l'état civil,

Lors d'un mariage ou à l'occasion de la naissance d'un premier enfant, les administrés peuvent solliciter du service de l'état civil de leur lieu de résidence la délivrance d'un livret de famille, et ce à titre gratuit.

Cette délivrance présente cependant un coût pour la collectivité que ce soit pour la production du document lui-même (6,50 € l'unité) ainsi que le temps consacré par les agents de l'état civil. Lorsque le livret est perdu, détérioré ou volé, s'ajoute le coût induit par la reconstitution de ce document, soit plusieurs dizaines d'euros à la charge de la collectivité.

Afin d'éviter les demandes abusives, il convient de fixer une participation forfaitaire d'un montant de 10 € pour la réalisation d'un nouvel exemplaire du livret de famille, exception

faite des cas de divorces des parents pour lesquels ladite délivrance demeurera gratuite. Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'une participation forfaitaire d'un montant de 10 € pour la délivrance d'un nouvel exemplaire du livret de famille, exception faite des cas de divorces des parents pour lesquels ladite délivrance demeurera gratuite.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 12

CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : BÉRENGÈRE LÉCÉA

OBJET : CONVENTION ANNUELLE DE SERVICE 2024 ENTRE LA COMMUNE ET L'ASA DU PLÔ ET DE LA JOURRE – ANNEXE

L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit « Les Plô », à côté de l'ancienne station d'épuration, le long de la RD 6113.

Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin d'une part de fixer les règles d'utilisation et les tarifs. Pour l'année 2024, la cotisation annuelle fixe sera de 150 € HT et le prix au m³ de 0,19 € HT. Il est donc demandé au conseil municipal :

1/ D'approuver le contenu convention annuelle de service pour 2024 jointe à la présente, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

M. FORCADA : Mesdames et Messieurs, bonsoir. Nous allons commencer cette séance du Conseil municipal. Le secrétaire de séance, William COMBES, va procéder à l'appel.
[Il est procédé à l'appel des présents.]

M. COMBES : Le quorum est atteint, le Conseil municipal est ouvert.

M. FORCADA : Un rappel, il est nécessaire que tous les conseillers intéressés par l'affaire évoquée soient tenus de se manifester et de sortir de la salle lors des débats et du vote des délibérations. Le dossier numéro 1 :

1 - Approbation du PV de la séance du 27 mars 2024

M. FORCADA : L'approbation du PV de la séance du 27 mars 2024 est retirée de l'ordre du jour et sera présentée lors de la prochaine séance du Conseil municipal.
Le dossier numéro 2, traditionnellement :

2 - Liste des décisions du Maire

M. FORCADA : Première décision, c'est le renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bien communal public à titre précaire entre la commune et Madame Isabelle DURIS dans la maison de Gaujac, à titre précaire et gracieux, du 9 mars au 9 avril 2024.

Convention de prestation de services pour la collecte de cartons les jours de marché entre la commune de Lézignan-Corbières et l'association MP2 Environnement pour l'année 2024, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, selon les coûts mensuels du service, soit 74,61 euros hors taxes par heure et par équipage, maximum trois personnes par camion, frais de déplacement facturés au réel des kilomètres effectués au tarif de 1,18 euro du kilomètre, à titre indicatif.

Contrat de vérification silver du système de protection contre la foudre entre la commune et la société BCM Foudre pour la vérification de l'installation de protection contre la foudre sur l'église Saint-Félix, à compter du 1^{er} janvier 2024 et pour une durée d'un an renouvelable pour la même durée, sans excéder quatre ans, sauf dénonciation par l'une des parties au moins deux mois avant l'expiration de chaque période moyenne en montant forfaitaire de 286 euros hors taxe par an.

Le contrat avec l'entreprise Euro Secury Plus pour la télésurveillance de plusieurs sites communaux (mairies, musées, aérodromes, restaurants scolaires, clubhouse et sono du Stade du Moulin, palais des fêtes, police municipale, mission locale, écoles Marie-Curie, Frédéric Mistral, Françoise Dolto, Alphonse Daudet) pour une durée de six mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, moyennant un abonnement mensuel par site de 34,62 euros TTC, soit 415,44 euros TTC par an et par site.

Ensuite, un contrat avec la Poste à compter du 1^{er} décembre 2023 pour une durée d'un an, pour la réalisation d'un audit et conseil d'un plan d'adressage – c'est une obligation – de la numérotation des voies de la commune pour un montant de 38 055,26 euros TTC.

Ensuite, le bail de location avec le pôle éducation parentalité/scolarité Aude de salles dans l'immeuble communal 6/8 avenue Georges Clémenceau (la Banque de France), à compter du 1^{er} janvier 2024 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, moyennant un abonnement mensuel de 610 euros TTC.

La dernière, c'est la convention de mise à disposition d'une benne de collecte des ordures ménagères sans chauffeur, de 14 mètres cubes, du mardi matin au jeudi matin, entre la communauté commune et la commune de Lézignan, pour une durée de onze mois, renouvelable par tacite reconduction. Le coût de cette mise à disposition est fixé à 200 euros, qui sera prélevé

mensuellement en cas d'utilisation du véhicule et en fonction du nombre de mises à disposition. Le tarif pourra être révisé annuellement et fera l'objet d'un abonnement. Je vous demande de prendre acte de ces informations et décisions.

Le Conseil municipal prend acte sans observation

3 - Approbation du protocole transactionnel relatif à la gestion par la SARL Camping La Pinède

M. FORCADA : Les personnes concernées (Mme JOLIS-PAILHIEZ et M. JOLIS, intéressés à l'affaire) sont sorties.

Compte tenu de la délibération du 23 janvier relative à la gestion du camping municipal, nous vous informons que depuis le 31 décembre 2009, aucun acte juridique formel n'encadrerait la gestion déléguée du camping municipal La Pinède. Depuis cette date, Monsieur Julien PAILHIEZ et sa compagne ont exploité le service public du camping municipal de Lézignan-Corbières. Considérant la nécessité d'encadrer juridiquement cette relation, j'ai demandé aux époux PAILHIEZ de collaborer afin de réaliser un inventaire des biens du camping au mois d'octobre 2023, avant de mettre un terme à la gestion du camping par la SARL Camping La Pinède. Par la suite, la fermeture du camping, à la fin de la saison 2023, a été entérinée par le Conseil municipal le 23 janvier dernier. Il est néanmoins nécessaire de conclure avec Monsieur et Madame PAILHIEZ un accord transactionnel pour tenir compte de leurs investissements et pour indemniser leurs pertes financières, professionnelles et matérielles, accompagnant la fin de l'exploitation du camping. Cet accord a été établi par les parties et leurs avocats respectifs, après avoir tenu compte des évaluations réalisées par un cabinet d'experts indépendants.

Le protocole d'accord transactionnel relatif à la fin de la gestion du camping, en résumé, indique que les biens de retour, les biens indispensables à la gestion du camping, sont évalués et indemnisés à hauteur de 10 752 euros. Les biens de reprise qu'il peut être pertinent d'acquérir pour la suite de la gestion du camping sont évalués et indemnisés à hauteur de 22 024 euros.

Madame Marlène PAILHIEZ sera recrutée comme agent contractuel de droit public à compter de la signature du protocole, qui devrait intervenir sans délai, en principe le 18 de ce mois, ou en tout cas dans un délai raisonnable suivant l'approbation de la délibération par le Conseil municipal pour une durée allant jusqu'au 1^{er} décembre 2024. Sa rémunération sera de 1 500 euros mensuels nets.

De plus, une mise à disposition du logement à titre gratuit sera attribuée jusqu'au 30 novembre 2024. Il est entendu que cette mise à disposition du logement est possible de manière à rendre les locaux disponibles pour le nouveau délégataire de service public au 1^{er} décembre 2024. Les contrats en cours entre la SARL Camping La Pinède et les fournisseurs de services, contrats essentiels et spécifiques au fonctionnement du camping, seront repris par la commune à compter du 1^{er} novembre 2023 avec une indemnisation des sommes versées par la SARL Camping La Pinède. Cet accord transactionnel sera effectif dès sa signature par les parties et à l'issue de sa formalisation détaillée et définitive qui s'appuiera sur les éléments susmentionnés.

Je rappelle aussi pour votre information que le logement sert et servira au gardiennage et à accueillir bien sûr les locataires, Monsieur et Madame PAILHIEZ, pour assurer le gardiennage du camping jusqu'au 1^{er} décembre, qui sera la date de prise de fonction du nouveau délégataire. Aujourd'hui, ce qui est demandé, après lecture de ce protocole d'accord, qui a été vu, bien entendu, et approuvé par les deux conseils qui se sont réunis ces jours-ci, c'est de valider ce protocole d'accord. Il est donc demandé d'approuver ce projet transactionnel, devant être conclu entre la commune d'une part et Monsieur Julien PAILHIEZ et Madame Marlène

PAILHIEZ d'autre part, et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. Est-ce que vous avez des observations ?

M. PUJOL : J'ai simplement une petite question concernant la négociation que vous avez eue avec les derniers exploitants. Je voulais savoir si, dans la négociation qui a été menée, vous avez intégré l'hypothèse d'une gestion par un EPIC et que vous ayez proposé cette solution aux exploitants sortants. Cela aurait pu permettre de leur proposer d'être salariés de l'EPIC, l'un ou l'autre ou les deux. Et si, de manière générale, dans votre réflexion, vous avez intégré ce mode de gestion, sachant qu'il présentait quand même plusieurs avantages. Le premier était d'avoir le délai qui vous permettait la constitution de cet EPIC de manière plus courte. Cela aurait pu éviter la brutale fermeture du camping et le manque d'exploitation sur un exercice et demi. On aurait pu penser aussi intégrer la piscine dans cet EPIC. Cela n'aurait pas généré des profits, car la piscine est un centre de perte, mais aurait pu apporter une diminution en mutualisant les effectifs. Cette solution qui semble avoir été marginalisée aurait présenté de réels intérêts. Elle aurait pu être une mesure temporaire, qui permettait donc d'éviter la fermeture sur deux ou trois ans, pour voir venir et, dans le cas échéant, envisager une DSP. Je rappelle qu'elle n'était même pas présente dans votre argumentaire lors du CET. Merci.

M. FORCADA : Vous avez oublié une chose qui est quand même majeure dans ce que vous venez de dire, c'est qu'en passant par un EPIC, on crée une situation de fonds de commerce.

M. PUJOL : Pas du tout.

M. FORCADA : Si. Il aurait donc fallu indemniser à ce moment-là les époux PAILHIEZ à hauteur de l'évaluation du fonds. D'autant plus que la solution d'employer les actuels encore présents sur le site, Monsieur et Madame PAILHIEZ, et ils n'ont pas souhaité donner suite à une proposition de ce type.

M. PUJOL : Là, d'accord.

M. FORCADA : Pour ces deux raisons, nous nous sommes dirigés vers la solution que nous proposons aujourd'hui.

D'autres observations ? Je passe au votre. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Approuve à la majorité par 26 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette) et 3 voix contre (de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette)

4 - Choix du mode de gestion du camping municipal

M. FORCADA : Je reprends le texte, si vous voulez, puisque nous avons eu l'avis favorable de la commission consultative et des services publics locaux en date du 27 mars, ainsi que l'avis favorable du comité social territorial en date du 2 avril.

La commune de Lézignan a conclu, ce que j'ai précisé précédemment, à cette façon d'opérer vis-à-vis de la famille PAILHIEZ, avec l'évaluation qui a été celle que je vous ai indiquée également. Vous voyez aussi dans ce cadre-là que ce qui est proposé constitue une possibilité pour tout candidat, je dis bien tout candidat, à avoir la capacité à candidater et pas à privilégier l'un ou l'autre ou les grands groupes, comme certains ont pu avancer, puisque le contrat qui est proposé est un contrat sur du long terme (dix-huit ans), pour permettre justement à tous les candidats de pouvoir avoir une rentabilité à la clé. Si on fait sur des durées beaucoup plus courtes, ce n'est pas compliqué financièrement, ce sera difficile de passer pour les investisseurs qui n'auraient pas une dimension financière assez conséquente. Cela donne le choix et la possibilité d'avoir plusieurs candidatures, j'espère bien. Et celle qui sera retenue sera celle qui apportera, selon le cahier des charges définies, la meilleure solution pour le camping municipal de notre ville.

Avez-vous des remarques là-dessus ?

M. PUJOL : Nous devons approuver dix-huit années de durée de DSP. Forcé est de constater que nous n'avons pas beaucoup d'éléments concernant le cahier des charges, qui est la partie la plus importante du déroulement de la DSP, notamment les investissements que vous allez demander aux candidats et la redevance que vous en attendez, qui, à mon sens, a une importance cruciale dans le calcul du délai de la DSP.

Vous nous demandez de voter dix-huit années. Je trouve que dix-huit ans, c'est excessif pour une telle exploitation. Je m'explique. Généralement, on essaie de faire coller le délai de l'exploitation au délai d'amortissement des investissements. Or, si vous n'avez pas calculé l'investissement, si vous n'avez rien calculé du tout, il est difficile de se prononcer sur dix-huit années. Pour moi, une DSP pour ce genre d'exploitation, c'est entre huit et dix ans. Je m'explique aussi. Une entreprise privée, généralement, investit au début. Et puis, au bout de dix-huit ans, on retrouve une installation qui souffre malheureusement d'entretien et d'investissement. Il est préférable de raccourcir les délais pour avoir un renouvellement plus fréquent. Il manque également dans votre décision les orientations que vous voulez donner à votre camping, que vous en attendez de la part des candidats de la DSP.

Pour toutes ces raisons et ce manque cruel d'élément, nous ne voterons pas votre délibération. Merci.

M. FORCADA : Ce que vous venez d'avancer, nous l'avons vu dans les différentes commissions pour les mois de fonctionnement et de ce que nous attendons et de ce que nous souhaitons de notre camping, avec le terme de gestion familiale qui a été déjà évoqué. C'est surprenant, mais ce n'est pas gênant. On voudrait quelques précisions techniques.

M. IFCIC : Je pense qu'il est nécessaire que je rappelle un élément de procédure. Il ne s'agit en aucun cas de se prononcer sur autre chose que le principe de la DSP. Le contenu du contrat, sa durée, sa dimension, ce n'est absolument pas le sujet du jour. On est sur le principe d'une délégation de service public. Parmi les principes, effectivement, il y a l'élément de durée. Le Conseil donne une orientation globale ou générale de la logique souhaitée. Mais ensuite, le contenu de la DSP, ce qu'elle sera, ce qui est attendu, le mode d'exploitation, c'est bien dans le cadre de la consultation, avec la publication des éléments du dossier de consultation et du règlement de consultation, avec la mise en œuvre de tous les paramètres d'évaluation des

dossiers de candidature, que l'on interviendra à ce moment-là. Aujourd'hui, le Conseil municipal, on ne lui demande pas de valider autre chose que : est-ce que je suis d'accord ou est-ce que je ne suis pas d'accord avec la mise en œuvre d'un mode d'exploitation en DSP ? On ne va pas plus loin.

Bien évidemment, il a semblé utile et nécessaire, aussi bien au service de la Ville qu'au conseil qui nous assiste, de proposer au Conseil municipal des éléments d'information en l'état de ce qui peut être délivré aujourd'hui et les remarques que vous avez pu exprimer, Monsieur PUJOL, sont bien sûr entendues, intégrées, je l'espère anticipées, mais je ne peux pas être juge du travail auquel je participe. Ce n'est pas à moi de dire si c'est correct ou pas, mais en pratique, bien sûr qu'il y a des éléments qui vont apparaître dans la logique d'exploitation souhaitée. Aujourd'hui, on est sur le mode d'exploitation. Ensuite, la logique et l'orientation de l'exploitation viendront dans un second temps. Il me semblait utile pour éclairer le Conseil municipal sur le type de choix qu'il lui est demandé aujourd'hui.

M. FORCADA : Merci, Monsieur IFCIC, pour ces précisions. Des remarques ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Approuve à la majorité par 24 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan ») et M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette) 3 voix contre (de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette) et 2 abstentions (de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur »)

5 - Etat des indemnités des élus

C'est une obligation légale qui revient annuellement, qui résulte des dispositions de la loi engagement et proximité. Chaque année, les communes, les départements, les régions, les EPIC doivent, par mesure de transparence, établir un état de l'ensemble des indemnités, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur Conseils au titre de l'ensemble de leurs responsabilités, y compris au sein des sociétés locales ou syndicales au sein des livres 7 et 8. Cet état est communiqué chaque année aux Conseils municipaux avant l'examen du budget de la commune. Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de l'état annexé à la présente dont vous avez pu prendre connaissance en sa totalité.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil municipal

Prend acte sans observation de l'état des indemnités des élus annexé à la présente.

6 - Budget principal et Budgets annexes (Eau potable, Assainissement)

M. FORCADA : Conscient de la situation socio-économique, nationale et micro-économique du territoire, c'est avec prudence et dynamisme que ces budgets primitifs 2024 ont été élaborés. Dans l'espoir d'un redémarrage en douceur de l'économie française, via une décélération de l'inflation en 2024, la ville souhaite profiter de cette situation pour mener à bien ses projets, tout en ayant une attention particulière, notamment sur la fluctuation des taux d'intérêts et la stabilité de la crise énergétique. Face à cette situation conjoncturelle, la maîtrise des dépenses de gestion courante et la masse salariale seront les maîtres-mots de l'exercice 2024.

Sur le volet recette, la Ville de Lézignan-Corbières dispose d'une certaine marge de manœuvre sur sa section de fonctionnement. Cependant, pour la section d'investissement, la ville aura recours, à partir du second semestre, à un appel de fonds par le biais de la contractualisation d'un nouvel emprunt. Il est à souligner la volonté de ne pas augmenter les taux d'imposition, ils resteront échangés nonobstant la mise en place d'un plan d'investissement offensif sur l'exercice 2024.

La proposition de vote du budget primitif permettra de réaliser, je l'espère, l'ensemble de ces éléments. On peut afficher le tableau des dépenses de fonctionnement pour avoir un focus. Les dépenses de fonctionnement sont des éléments importants, notamment les charge du personnel, puisque l'on prévoit 6,6 millions d'euros. En 2023, c'était 6,2 millions d'euros. J'abrège et je concentre les montants.

Sur les charges à caractère général, on passe de 3,8 millions à 4,650 millions d'euros.

Les autres charges de gestion courante restent à peu près stables, de 1,536 million à 1,638 million d'euros.

Les intérêts de la dette, évidemment, c'est un point important aussi, puisque pour les taux indexés, on passe de 308,716 euros à ce que l'on prévoit à 389 000 euros. Des dépenses de 3 875 095 euros en 2024, pour 3 986 711 euros en 2023.

Les opérations d'ordre entre section, 446 000 euros, et les virements de la section d'investissement pour 3 541 562 euros en 2023, pour passer à 3 429 095 euros en 2024.

Les charges à caractère général, les fournitures d'énergie, d'assurance, prestations de services, frais de maintenance, etc., passent à plus de 826 000 euros compte tenu des évolutions que j'ai indiquées concernant tous ces problèmes de tarification de ces fournitures.

Pour le chapitre 12, le chapitre personnel, c'est 6,4 d'augmentation, donc 396 000 euros, tenant compte, bien sûr, de la revalorisation du point d'indice et de la revalorisation des bas salaires jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires, et l'augmentation aussi de la police d'assurance, qui n'est pas neutre, 116 000 euros de plus pour la police d'assurance statutaires.

Les subventions versées aux associations sont régulières et stables à 570 000, et les Subventions au Service Départemental d'Incendie et de Secours, notre SDIS local, nos pompiers, sont revalorisées de plus de 31 000 euros, ce qui nous fait une cotisation pour l'année 2024 à 652 100 euros. On ne peut pas se défaire de quoi que ce soit vis-à-vis de la sécurité, et donc un budget consacré qui est une obligation légale, importante, mais ô combien utile.

Face à ces dépenses de fonctionnement, des recettes de fonctionnement, avec surtout les impôts et taxes, puisqu'on a perçu en 2023 9 231 366 euros, et on prévoit une stabilité de 9 400 000 euros, puisque vous avez vu dans la presse et entendu que les dotations seraient plutôt rognées concernant les collectivités. Dotations et participations, 3 866 000 euros l'année dernière et 3 753 000 euros prévus modestement pour cette année. Pas de produits exceptionnels pour l'instant en tout cas, puisque l'année dernière, on avait 367 000 euros, pour avoir une recette totale de fonctionnement, qui était en 2023 de 17 435 089 euros, à 17 301 934 euros. Les principes de prudence budgétaire ont été appliqués pour les différents chapitres.

Les recettes d'ordre de fonctionnement ont été évoquées, et nous passons dans les dépenses d'investissement avec le recours à l'emprunt. Vous savez qu'on a fait un emprunt de 2 millions

d'euros avec un tirage sur 18 mois. Il est prévu d'avoir 1,150 million d'euros de tirage. Ensuite, nous avons sur les emprunts et dettes 120 000 euros pour les dotations fonds divers, on verra ce que l'on pourrait avoir. 100 000 euros principalement positionnés pour reverser à la communauté de communes, c'est la part de la taxe d'aménagement.

Le chapitre 20, ce sont les dépenses réelles qui seront programmées et qui sont programmées pour l'acquisition de matériel. Ce sont les crédits nouveaux que l'on va investir, c'est-à-dire 380 000 euros pour l'achat de matériel divers, pour avoir un budget prévisionnel de 485 341 euros. Les terrains et immeubles, nous avons un budget de crédits nouveaux de 250 000 euros, ce qui nous fait 295 768 euros avec les reports. La piscine, 20 000 euros de plus, cela fait 35 893 euros. Les écoles Mistral et Dolto, toujours les problèmes de toiture qui ne sont pas neutres, donc crédits nouveaux de 350 000 euros, ce qui nous fait un budget prévisionnel de 449 638 euros.

Le reboisement et environnement, 10 000 euros, puisque vous verrez dans quelques temps les projets qui seront réalisés dans ce domaine-là. La signalétique pour 84 910 euros de budget, donc on affecte 80 000 euros de crédits nouveaux. L'équipement sportif, on affecte 100 000 euros de crédits nouveaux pour le porter à 105 710 euros. Pour la partie cœur de ville, 305 533 euros sont affectés, pour un total de 400 895 euros de budget prévisionnel. Les travaux bâtiments communaux, 735 000 euros de crédits nouveaux affectés, ce qui nous fera un budget prévisionnel de 847 368 euros. Les VRD, un gros morceau, 2 800 000 euros de crédits nouveaux pour un total de 3 149 242 euros affectés à ce budget prévisionnel pour l'action programmée de l'habitat à 46 995 euros, c'est +30 000 euros, et la vidéo-surveillance, le matériel que nous avons, 20 000 euros de plus, pour le porter à 34 155 euros. Ce qui fait un projet de plan d'investissement pour les déplacements et voiries à 3 010 000 euros, cours de la République 2 000 000 d'euros, programme annuel de renforcement des voiries 850 000 euros, l'habitat et cadre-vie 810 000 euros, les locaux de la police municipale à 490 000 euros et la gestion maîtrisée des ressources (matériels informatiques et autres) 265 000 euros, et l'entretien et valorisation du patrimoine de la commune 1 320 000 euros, bâtiments communaux 500 000 euros dont travaux de réhabilitation du centre-ville et subventions 300 000 euros consacrés aussi à l'enfance, au social, au sport, et à la culture 225 000 euros et, pour l'aérodrome, des projets structurants pour 215 000 euros.

Ces recettes d'investissement, on vous a dit que c'était l'emprunt de 2 millions pour l'essentiel, et les dotations aux fonds divers et réserves 346 900 euros, subventions d'investissement 326 387 euros, autre immobilisation financière 15 000 euros. Les recettes d'ordre se montent donc à 3 878 195 euros, et le virement de la section de fonctionnement 3 429 095 euros. Pour l'opération d'ordre, c'est-à-dire les amortissements que l'on affecte, 446 000 euros. Pour le patrimoine, 3 100 euros, ce qui fait une affectation du résultat de 2 100 030 euros, ce qui fait un total de recettes d'investissement porté à 8 666 514,42 euros.

Voilà pour le budget principal, avec bien sûr dans la suite la proposition pour le budget annexe, qui est le budget eau potable, pour une section de fonctionnement qui s'élève en dépenses et en recettes équilibrées à 709 863,22 euros et la section d'investissement à 897 275,33 euros. Total du budget : 1 606 138,55 euros, équilibré en dépenses et recettes de fonctionnement. Les recettes réelles sont de 265 000 euros. Les produits et services se montent à 240 000 euros pour 2024, en 2023, on était à 420 695 euros. Les autres produits, on passe de 45 471 euros à 25 000 euros. Donc des recettes d'ordre qui passent de 33 871 euros à 33 900 euros qui sont maintenus, et le résultat du fonctionnement reporté qui était l'année dernière de 234 775 euros passe à 410 963,22 euros. Donc total des recettes de fonctionnement : 734 814,34 euros en 2023 et le budget prévisionnel 709 863,22 euros.

Pour les dépenses d'investissement, principalement cours de la République, emprunts et dettes, budget prévisionnel 177 000 euros, les immobilisations corporelles, soit les études pour l'essentiel, 151 586,40 euros et pour les travaux 474 688,93 euros. Dépenses d'ordre 93 900

euros sur l'opération d'ordre entre sections, c'est-à-dire les virements, de 33 900 euros et l'opération patrimoniale pour 60 000 euros, ce qui nous fait un budget total des dépenses d'investissement pour 2024 de 897 275,33 euros.

Pour le budget primitif de l'assainissement, équilibré évidemment en fonctionnement et investissement pour 627 915,86 euros pour le fonctionnement et pour l'investissement 612 753,70 euros, ce qui fait un total de 1 540 669,56 euros en fonctionnement et investissement.

Les dépenses de fonctionnement, la comparaison entre le CA de 2023 et le BP de 2024 est peu pertinente. Il convient pour se faire rappeler que le prévisionnel des dépenses réelles de fonctionnement en 2023 était de 530 540,73 euros. Le delta entre ces deux prévisions démontre un budget 2024 plus offensif afin de pouvoir assumer les dépenses engendrées principalement par les travaux du cours de la République, puisque le total des dépenses de fonctionnement en 2023 est de 325 881,84 euros pour 627 915,86 euros en 2024.

Les recettes de fonctionnement, le budget serait toujours plus prudent dans sa perception des recettes de fonctionnement par anticipation des besoins à pourvoir, la clé de répartition de la surtaxe sera augmentée de 0,10. Elle s'élèvera à compter de cet exercice à 0,30, et on le verra tout à l'heure dans la délibération concernée. Nous avons un total des recettes de fonctionnement en 2023 pour 646 463,60 euros et pour 2024 une prévision en 627 915,86 euros. Les dépenses d'investissement, à l'image du budget de l'eau potable, il convient de souligner l'importance du montant des crédits reportés et rattachés à 2023. Ce sera grâce aux fonds de roulement que ces reports seront payés sur 2024, donc les travaux du cours de la République, ce qui laissera une certaine marge pour la réalisation d'autres travaux sur le territoire de la commune. Ces dépenses d'investissement pour le budget prévisionnel concerné sont de 612 753,70 euros par rapport à 2023 où nous étions à 276 171,08 euros.

Cela se traduit par le virement de la section de fonctionnement de 170 910 euros, les opérations d'ordre, les amortissements de 187 000 euros et donc le résultat reporté 147 843,70 euros. Nous nous retrouvons avec 612 753,70 euros pour 2023, 424 014,78 euros.

Voilà pour l'essentiel de la note de synthèse dont vous avez pu prendre connaissance. Si vous avez des questions ou des observations... Pour le budget principal de fonctionnement 17 301 934,23 euros, investissement 8 636 514,42 euros, ce qui fait un total de 25 968 448,65 euros.

Je passe au vote. Qui est contre ? Pardon ? J'avais posé la question tout à l'heure, personne n'a levé la main. Donnez-lui le micro.

M.PENAVAIRE : Merci, Monsieur le Maire, de m'avoir donné le micro.

M. FORCADA : Vous n'avez pas été assez attentif, Monsieur.

M.PENAVAIRE : C'est sûr que mon attention a été diluée.

M. FORCADA : J'ai dû vous endormir ?

M.PENAVAIRE : Non.

M. FORCADA : Posez votre question ou votre remarque.

M.PENAVAIRE : Cela fait partie du débat habituel lors du budget primitif. Nous avons dit lors du débat d'orientation budgétaire notre inquiétude quant à la situation budgétaire de notre ville et nous avons voté contre ce rapport d'orientation. Même si nous pouvons exprimer des réserves pour la présentation de votre budget primitif, nous n'allons pas recommencer le débat.

Je voudrais simplement faire la remarque que nous n'avons aucune véritable connaissance du projet ni des coûts des travaux du cours de la République, si quand même nous avons constaté que les souches des platanes ont été réduites en copeaux et qu'on peut en conclure, mais ce n'est qu'une hypothèse, que les prélèvements n'ont pas montré de trace d'infection mycologique ou bactérienne.

Nous voterons donc les taxes, mais nous voterons contre le budget et nous nous obtiendrons pour le budget eau et assainissement parce que nous aurions souhaité avoir un débat concernant la taxe additionnelle. Que va devenir cette taxe additionnelle dans la perspective du transfert de l'eau maintenant imminent à l'intercommunalité ? Deux ans, ce n'est pas beaucoup. N'aurait-il pas été possible de commencer à la faire baisser pour alléger le poids de cette taxe sur les familles ? C'est la première partie.

Aujourd'hui, nous souhaitons parler plus précisément de deux dossiers qui nous préoccupent et pour lesquels peuvent se trouver des solutions. En premier lieu, nous souhaiterions que la ruine de la maison Blacher soit déconstruite très rapidement. Elle constitue un danger constant pour notre population et un obstacle à la circulation et au stationnement. Peut-être pourrez-vous nous en dire plus tout à l'heure. En deuxième lieu, nous souhaiterions – et là, ce n'est pas une surprise – que la construction de la crèche puisse commencer. Nous avons entendu votre plaidoyer en faveur de l'utilisation des dents creuses dans une période d'incertitude concernant l'artificialisation des sols, avec les impératifs effectivement incertains autour du ZAN (zéro artificialisation nette). Nous comprenons que vous puissiez avoir votre propre projet, nous comprenons que vous le défendiez, nous pourrions même le partager si celui-ci s'avère possible et viable, mais je pense que nous pouvons tous en convenir, ce lieu, les projets qui pourraient y voir le jour ne pourront se faire dans un délai rapproché. Or nous en avons eu confirmation hier, il peut y avoir en 2025-2026 une nouvelle crèche sur Lézignan qui s'ajouterait à celle existante, rénovée aux normes actuelles et dont nous pourrions être tous heureux et fiers si elle voyait le jour, tellement elle rendrait service à notre population. Les services de la Ville vont rencontrer ceux de la Communauté de communes, nous nous en félicitons. Il peut y avoir un accord qui se traduise par le vote d'une délibération au Conseil municipal. Ce serait une formidable nouvelle pour les parents et pour les grands-parents de nos enfants. Merci.

M. FORCADA : Pour la taxe additionnelle, c'est aussi l'équilibre du budget. Donc, si vous voulez des équilibres de budget, il n'y a pas autre chose à faire. Pour Blacher, il vous a échappé que quand on fait des travaux de ce type, pour la déconstruction, le montant de ces derniers nécessite de passer un marché et donc d'avoir un recours à la procédure habituelle pour que les entreprises candidates se prononcent et ensuite, une fois que les entreprises seront sélectionnées, les travaux pourront être réalisés par celle qui sera retenue. On est dans le cadre de la procédure, nous respectons les délais. Je suis le premier à me plaindre des délais de l'administration, mais on n'est pas là pour critiquer ce problème de fonctionnement, on est là pour appliquer les règles et nous les appliquons. Je suis aussi, si non plus, impatient que vous de voir tomber cet édifice qui est en ruine et pour laisser la place à autre chose, au moins une place propre et une circulation rétablie correctement. Je ne peux que me plier aux contraintes de la procédure. Si vous avez de quoi faire avancer, n'hésitez pas à faire jouer vos...

M.PENAVAIRE : Oui, oui, je vous promets. Y a-t-il un délai quand même que vous pourriez nous donner ?

M. FORCADA : Pour l'instant, je n'ai pas les retours. Mais dès que ça sera, je peux vous assurer que je serai le premier à être le plus heureux. Pour la crèche, puisque le constat est fait depuis pas mal de temps, cette crèche à Lézignan n'est pas conforme. Je crois que vous avez dû vous en rendre compte au fil des années, puisqu'elle ne date pas d'hier, cette crèche. Elle

n'est pas conforme. On arrive au bout du bout et les gestionnaires attendent peut-être d'arriver au bout. C'est leur problème, mais c'est aussi le problème de la population qui pourrait se trouver confrontée à une difficulté, c'est-à-dire de voir la fermeture. Aujourd'hui, un choix a été fait par notre intercommunalité, et c'est légitime, de faire une nouvelle crèche, puisque c'est de sa compétence, sur un terrain qui est propriété de notre intercommunalité. Quand on est propriétaire d'un terrain, qu'on a un projet qui a été avancé en termes de financement avec les subventions de la CAF, puisque les discussions entre intercommunalité et CAF ont bien avancé, je ne vois pas ce qui peut retenir l'organe détenteur de cette délégation de prendre la décision d'engager les travaux, ou en tout cas la procédure. On met en avant le fait qu'il faut donner un terrain en contrepartie, aujourd'hui, ça prend un peu de temps parce qu'il faut qu'on fasse le bornage de tous ces éléments, puisque c'est intégré également avec un autre terrain. Vous le savez, c'est celui souhaité par notre intercommunalité pour faire la création et le transfert, dans le temps, du conservatoire de musique, avec la création d'un auditorium. Un beau projet, mais qui nécessite pas mal de terrain. Ce terrain que nous avons proposé et qui a été accepté, puisque c'était aussi une conjonction de volonté de le faire face au lycée Ernest Ferroul, sauf qu'il faut aussi déterminer la surface dont ils ont besoin précisément pour pouvoir demander à un géomètre de faire le nécessaire pour pouvoir faire les limites des parcelles. On ne peut pas donner une parcelle ou deux parcelles ou trois parcelles comme ça. Il faut faire une délimitation sur le projet lui-même et je passe ces éléments à la minute où je vous parle. Ce sera certainement intégré, puisqu'on a déjà échangé plusieurs fois avec le Président sur ce sujet crèche, auditorium et conservatoire, où on aura certainement un terrain d'attente sur le terrain en question, mais faut-il qu'on ait un dimensionnement de l'établissement pour pouvoir dire que ça fera x mètres carrés et qu'on va le positionner exactement à l'endroit qui est prévu, c'est-à-dire à côté de la gendarmerie. Voilà pour la crèche et pour l'auditorium qui va avec.

M.PENAVAIRE : Je vous remercie pour votre réponse. Je conclus que vous êtes tout à fait d'accord avec le fait de faire tout ça et que ça se fera assez vite, parce que faire un métrage n'est quand même pas à quelque chose de bien compliqué.

M. FORCADA : Non, mais il me faut les éléments pour dire si c'est 100 mètres, 500 mètres ou 5 000 mètres. Donc ce sera fait.

-Le vote du budget principal : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré

À la majorité par 19 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » et M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette, 9 voix contre de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan » et de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur »), et 3 abstentions (de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », Mme Valérie FERRET et Mme Valérie FERRET Sans étiquette)

Approuve le Budget principal 2024

-Pour le Budget Eau potable : qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

À la majorité par 19 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » et M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette, et 12 abstentions (de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur »), de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », Mme Valérie FERRET et Mme Valérie FERRET Sans étiquette)

Approuve le Budget annexe Eau Potable 2024

-Et le budget assainissement : qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

À la majorité par 19 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » et M. Fabrice CASTELEYN Sans étiquette, et 12 abstentions (de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur »), de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », Mme Valérie FERRET et Mme Valérie FERRET Sans étiquette)

Approuve le Budget annexe Assainissement 2024

On va passer pour vous faire signer.

[Des membres de l'administration passent auprès des conseillers municipaux pour leur faire signer les documents budgétaires]

M. FORCADA : Nous reprenons la séance. Un petit complément d'information sur les documents budgétaires qui seront à disposition du public dans les délais réglementaires au niveau de la mairie. Donc tout public pourra, bien sûr, les consulter.

7 - Taux d'imposition de 2024

M. FORCADA : Vous avez pu en prendre connaissance également, puisqu'ils sont sans changement, que ce soit pour le taux de la taxe foncière sur le foncier bâti, qui reste à 79, le foncier non bâti est à 93,97 et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à 13,89. Donc, pas de changement. Ce qui donne, bien sûr, des ressources pour nous. Sur la base indiquée, la taxe sur le foncier bâti représenterait 8 170 700 euros, sur le non bâti, 194 894 euros, et sur les résidences secondaires, 198 364 euros. Avez-vous des remarques ?

On passe au vote pour ces taux d'imposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

8 - Fixation du taux de la surtaxe eau potable pour l'exercice 2024

M. FORCADA : Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public et considérant que les lourds investissements à financer pour la fin des travaux sur des conduites d'adduction liées à la construction du nouveau réservoir d'eau potable et des nouveaux travaux sur les réseaux existants, il est donc proposé au Conseil de fixer le montant de la surtaxe d'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2024 autour de 0,60 euro le mètre cube et de m'autoriser, bien sûr, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. L'ancien taux était à 0,7 euro. Pas de remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette, et 9 abstentions (de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)

9 - Fixation du taux de la surtaxe assainissement pour l'exercice 2024

M. FORCADA : La même chose pour la surtaxe assainissement pour l'exercice 2024 qui est proposée au taux de 0,30 euro le mètre cube. L'ancien était à 0,20 euro. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS,

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET, Sans étiquette, et 9 abstentions (de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)

Madame DANRÉ, s'il vous plaît.

10 - Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projet 2024

Mme DANRÉ : La réforme de la géographie prioritaire, officialisée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, redéfinit les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique de sélection : le revenu des habitants. Le centre-ville de Lézignan ayant intégré fin 2014 les territoires cibles de ce nouveau dispositif, la commune bénéficie désormais de la politique de la ville pour la neuvième année consécutive. Un contrat de ville a été rédigé et signé avec 18 partenaires le 31 août 2015 dont l'Etat, la Caisse d'allocations familiales de l'Aude, le Conseil départemental de l'Aude et la Région Occitanie. Il constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville recouvrant en effet à la fois les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique, tout en permettant de formaliser des engagements pris par l'Etat, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville, au bénéfice des habitants de quartiers défavorisés. Le contrat de ville s'appuie également sur le projet du territoire élaboré début 2015 et tient compte des enjeux nationaux identifiés par l'Etat et déclinés localement. Cet appel à projet est le dernier à être lancé dans le cadre du contrat de ville. En effet, le lundi 25 mars 2024 a été signé en mairie de Lézignan-Corbières le nouveau contrat de ville 2024-2030. Il a été approuvé par le Conseil municipal du 27 mars 2024. Le prochain appel à projet de la politique de la ville pour 2025 déclinera les cinq enjeux transversaux et les trois priorités qui figurent dans ce second contrat de ville.

Pour être éligibles, les dossiers déposés à titre de l'appel à projet 2024 doivent s'inscrire dans les axes stratégiques définis dans le cadre du contrat de ville actuel, répondre aux objectifs définis dans le présent appel à projet pour être considérés comme prioritaires, concerner le quartier prioritaire du centre-ville et avoir un effet levier sur le droit commun. Les actions proposées dans le cadre du contrat de ville ne pouvant se substituer aux dispositifs existants. Identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra, les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus ainsi que le déroulement précis de l'action. Démontrer la capacité du porteur de projet à réaliser son action dans les conditions fixées dans le dossier et à aboutir aux résultats attendus dans les délais, moyens mis en œuvre, compétences des intervenants, aptitudes à mobiliser les publics ciblés, etc.

Lors de sa réunion du 20 mars 2024, le Comité de pilotage du contrat de Lézignan-Corbières a décidé de retenir un certain nombre de projets qui répondaient aux conditions exposées ci-dessus, parmi lesquelles la Ville de Lézignan a proposé d'allouer les aides financières suivantes : Peps Aude la parentalité numérique, ateliers de sensibilisation, 1 500 euros, Peps Aude les petits studieux, 4 500 euros, Pass Aude le pacte avec Lézignan, 1 000 euros, Pass Aude, défis techniques, 1 000 euros, les petits débrouillards, développement d'une culture scientifique, 2 000 euros, les petits débrouillards, être humain, vivre ensemble, 1 500 euros,

BGE, commerçants-villes 2024, 10 000 euros, BGE, études préalables à l'implantation d'une maison des métiers d'art en QPV, 2 720 euros, GéAude, jardin partagé, animation et partage, 2 200 euros, CIDFF, information sur les violences conjugales, 1 665 euros, CIDFF, intervenante sociale, police, gendarmerie, 3 495 euros, compagnon bâtisseur d'Occitanie, chantier auto-réhabilitation accompagné, 3 000 euros, compagnon bâtisseur d'Occitanie, chantier solidaire, jeunes, apprendre en faisant 2 000 euros, AmiPlace, 2 500 euros, Ami, investissement des espaces publics, 800 euros. Ami, lire et écrire pour améliorer le quotidien, 1 800 euros, Ami, ateliers sociolinguistiques à destination des jeunes lézignanais, 2 270 euros, Ami, réalisation d'une presse collective à escouto can plaou, 1 500 euros, conduite intérieure, théâtre, 2 000 euros, Ville de Lézignan, parcours citoyen 2024, 6 000 euros, Ville de Lézignan-Corbières, JO et culture, le sport dans l'art, Lézignan-Corbières, 3 000 euros, Ville de Lézignan, médiéval 2024, redécouvrir l'histoire de Lézignan, 17 500 euros, Ville de Lézignan, concert à Mopa, 8 000 euros.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le versement des subventions exposées ci-dessus au titre de l'appel à projets de la politique de la ville pour 2024 et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ?

M.PUJOL : Je ne pense pas faire d'erreur, mais depuis deux ans, on était plutôt aux alentours de 40 000, puis 50 000. Aujourd'hui, on passe à 80 000. Y a-t-il une raison particulière pour avoir une augmentation de ces subventions ? Merci.

M. FORCADA : C'est discuté en comité avec l'Etat, bien sûr, avec tous les partenaires qui sont mentionnés (l'Etat, le département, la région). C'est multipartite et c'est un investissement qui correspond aux différents besoins. Tous n'ont pas été retenus. Ceux qui ont été retenus, évidemment, sont proposés pour la validation, mais d'autres sont restés sur le bord de la route un petit peu. Les besoins à Lézignan et les opportunités que l'on a sont nombreuses. Comme l'accompagnement de l'Etat et des autres collectivités est important également, c'est au bénéfice de notre population. Donc l'investissement se justifie. Nous en avons bien besoin et la population concernée, j'espère en tout cas, en aura le retour avec les fruits que cela pourra porter à leur bénéfice. Une précision technique gratuite.

M.IFCIC : Le mieux et l'ennemi du bien. Dans la liste, habituellement, on ne faisait pas figurer les éléments de cofinancement Ville de Lézignan. Evidemment, la Ville de Lézignan ne paye pas la Ville de Lézignan. On ne pratiquait pas comme cela. On a voulu le mettre par souci de transparence. Si vous enlevez cette partie-là, on est à 47 450 euros. Voilà l'explication.

M.PUJOL : OK. Merci.

M. FORCADA : D'autres remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Monsieur VIVÈS a la parole.

11 - Participation financière pour la délivrance d'un second livret de famille

M. VIVES : Je vous fais grâce de tous les « vus », il y en a cinq. Lors d'un mariage ou à l'occasion de la naissance d'un premier enfant, les administrés peuvent solliciter du service de l'Etat civil de leur lieu de résidence la délivrance d'un livret de famille et ce, à titre gratuit. Cette délivrance présente cependant un coût pour la collectivité, que ce soit pour la production du document lui-même et le temps consacré pour le rédiger. Lorsque le livret est perdu, détérioré et volé, s'ajoute le coût induit par la reconstitution de ce document, soit plusieurs dizaines d'euros à la charge de la collectivité.

Afin d'éviter les demandes abusives, il convient de fixer une participation forfaitaire d'un montant de 10 euros pour la réalisation d'un nouvel exemplaire du livret de famille, exception faite des cas de divorce des parents pour lesquels ladite délivrance demeurera gratuite.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la création d'une participation forfaitaire d'un montant de 10 euros pour la délivrance d'un nouvel exemplaire du livret de famille, exception faite des cas de divorce des parents pour lesquels ladite délivrance demeurera gratuite, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? oui Madame BAROUSSE.

Mme BAROUSSE : Juste quelques éclaircissements, parce que c'est un point un petit peu inédit. Est-ce que vous pourriez me donner un ordre d'idée sur le nombre de dossiers abusifs que vous avez dû traiter dans l'année 2023 ? Et par la même, quelle charge financière porte sur les concitoyens ?

M.IFCIC : On n'est pas très loin d'une cinquantaine de livrets qu'il a fallu redélivrer plusieurs fois, certains ayant pris le réflexe de n'avoir jamais le livret de famille, donc chaque fois qu'ils ont besoin d'un livret de famille, il faut en refaire un. On a des familles qui ont des petits records à cinq ou six livrets, donc à un moment, je pense qu'il faut que tout le monde comprenne que c'est beaucoup de temps pour les services, pour les refaire, que ça a un coût et que la participation ne couvrira jamais les frais que cela génère, mais peut-être ralentira le fait de ne pas vouloir faire l'effort de chercher. C'est la démarche qui était visée. Nous avons fait un peu de *sourcing* auprès d'autres collectivités et on est de plus en plus nombreux à mettre en œuvre ce type de disposition parce que c'est devenu une trop grande facilité.

M. FORCADA : Cela répond à votre question ?

Mme BAROUSSE : Oui. Merci.

M. FORCADA : D'autres remarques ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Une voix contre. Une voix contre. Qui s'abstient ? Merci. Adopté à presque l'humanité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité par 30 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie

JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET Sans étiquette) et 1 voix contre (de M. Rémi PÉNAVAIRE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)

12 - Convention annuelle de service 2024 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre

Mme LÉCÉA : La délibération porte sur la convention annuelle de service 2024 entre la commune et l'ASA du Plo et de la Jourre. L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit les Plô, à côté de l'ancienne station d'épuration le long de la RD 6 113. Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin d'une part de fixer les règles d'utilisation et d'autre part les tarifs. Pour l'année 2024, la cotisation annuelle fixe sera de 150 euros hors taxe et le prix au mètre cube de 0,19 euro hors taxe.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le contenu de la convention annuelle de service pour 2024, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA, d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la présente convention.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? C'est le même tarif que l'an dernier. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à la totale unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Merci et bonne soirée à tous. Je lève la séance.

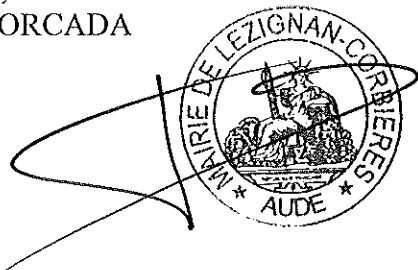
Monsieur le Maire lève la séance à 19h27 mn.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Procès-verbal établi et clos le 28 mai 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
Guy VIVÈS

A handwritten signature of Guy Vivès, the secretary of the meeting.

